

10. Bien-être

Département d'Etat-major Well-being. Pour la Défense en tant qu'employeur, la sécurité et la protection de la santé du personnel sont primordiales. Le Département d'état-major Well-being (ACOS WB) sera revalorisé comme entité à part entière au sein de la structure unique. La politique en matière de bien-être doit être groupée sous un dénominateur commun pour augmenter son efficacité. Un Sous-chef d'état-major a été mis en place avec la mission expresse de promouvoir le souci du bien-être en opérations.

Label 'bien-être'. ACOS WB dispose des instruments pour l'application de la réglementation en vigueur en Belgique en matière de santé, d'environnement, de qualité de vie et de bien-être au travail. Par une politique résolument tournée vers l'avenir, la Défense fait cependant très clairement le choix d'aller au-delà de ce que la loi exige. La centralisation permet une action transversale en faveur du bien-être au sein de la Défense et doit être concrétisée par une politique attentive aux besoins individuels et soucieuse d'une concertation étroite entre les différents acteurs. L'élaboration d'une politique garantissant la santé physique, mentale et morale de tous les travailleurs devient la mission principale d'ACOS WB. La Défense veut définir son image sous un label «bien-être» et ainsi augmenter l'attractivité de la carrière au sein de la Défense.

Bien-être en opérations. Le bien-être en opérations sera au centre de la politique de bien-être de la Défense, axé aussi bien sur le personnel participant aux opérations que sur leurs familles. Dans ce contexte, l'accompagnement psychosocial est d'une importance vitale. Afin de faire d'ACOS WB un moteur du développement du bien-être en appui aux opérations, la Défense propose quelques lignes de force : intégrer les capacités 'bien-être' existantes dès le début du processus de planification et de décision des opérations et poursuivre le développement structurel d'un réseau 'bien-être' transversal le plus large possible.

Prévention. ACOS WB dirige différentes antennes au sein de la structure de la Défense, qui participent entre autres à la préparation et à l'appui des opérations. La Défense veut renforcer ces antennes et améliorer l'engagement pour le bien-être. Un plan sera établi visant à compléter plus rapidement et de façon qualitative les effectifs de ces services.

Avant et pendant les opérations, il y a également un besoin de mieux intégrer les structures locales de prévention sur le terrain. Les conseillers locaux peuvent contribuer à l'évaluation des risques sur place et à l'appui des unités dans des conditions de vie souvent difficiles. Dans ces phases-là, il faut déjà se préoccuper d'informer les familles des détachements, sans toutefois compromettre l'opération. Afin de pouvoir prendre les mesures de protection adéquates en temps utile, il importe de prévoir un bon 'point d'entrée' dans le processus de planification opérationnelle

pour toutes les capacités de prévention. La Défense examinera de quelle manière cet équilibre peut être réalisé.

Bien-être psychosocial et médical. L'élaboration d'une politique de bien-être psychosocial pour le personnel participant à des opérations à l'étranger et leurs familles est un aspect important du bien-être au sein de la Défense. En vue d'une bonne coordination et du développement d'un réseau équilibré, des initiatives sont prises pour ramener cette politique sous la direction d'ACOS WB. Cela doit permettre une collaboration entre les différents services (entre autres les conseillers en opérationnalité mentale et le Centre de Santé Mentale), marquée par des rapports fonctionnels adéquats entre eux.

Préalablement à tout déploiement opérationnel, un Dossier Médical Opérationnel Individuel (DMOI) est constitué et, en zone d'opérations, le personnel peut compter sur un appui médical de même niveau qualitatif qu'en Belgique. Pour des missions de longue durée, les détachements déployés disposent des moyens nécessaires pour les activités sportives, les loisirs, la communication sociale, etc. Ils sont accompagnés d'un Conseiller en Opérationnalité mentale. Au retour en Belgique aussi, le suivi médical et psychosocial continue d'être assuré.

Quête de sens. Plusieurs phénomènes sociaux indiquent une recherche de sens grandissante. Cette demande touche particulièrement le personnel de la Défense : nombreux sont ceux qui sont amenés à quitter leur environnement social familial au moins temporairement, à travailler régulièrement dans un contexte culturel complètement différent ou à affronter des conditions de vie difficiles et à être confrontés à des questions sur la guerre et la paix, la vie et la mort. Une bonne résistance mentale et la capacité de se mettre à la place des autres sont donc cruciales pour la réussite des opérations à l'étranger. Les retours d'opérations ne se font pas toujours sans tensions non plus. A partir de ces constatations, la Défense estime qu'il est nécessaire de renforcer le cadre d'assistance spirituelle et morale là où c'est possible.

Le Service d'Assistance Religieuse et Morale a, au sein de la Défense, pour mission d'assister tout membre du personnel – quelles que soient ses convictions ou son orientation – sur les plans spirituel, moral, éthique, personnel et familial. Pour le moment, ce service occupe 15 aumôniers catholiques et 3 protestants, ainsi qu'un aumônier israélite et 7 conseillers moraux : ils forment 'l'assistance spirituelle et morale de première ligne' au sein de la Défense. Le cadre légal doit être créé pour permettre également le recrutement d'un aumônier musulman. La Défense veut faire en sorte que tous les courants philosophiques et cultes reconnus dans ce pays puissent compter au moins un représentant dans les services de l'aumônerie et des conseillers moraux des Forces armées. A l'avenir, il sera, en outre, fait appel à la Réserve pour des services temporaires au profit d'opérations ou d'exercices de longue durée. Enfin, une législation sera élaborée pour ajuster et har-

moniser les traitements et pensions du personnel d'aumônerie et des conseillers moraux.

Enregistrement de données. L'accès aux données relatives au personnel de la Défense est par trop laborieux. Jusqu'à aujourd'hui, il est coûteux en temps et en argent de dépister qui est entré en contact avec quels risques dans quelle zone d'opérations et où et quand il l'a fait. Pour pouvoir offrir le meilleur appui médical, la Défense veut, dans les limites du budget, uniformiser et informatiser au maximum l'enregistrement de données et faciliter l'échange de données entre les bases de données administratives, opérationnelles et médicales, dans le respect de la législation en matière de secret médical et de la vie privée. Les Systèmes de Communication et d'Information médicales seront renforcés à cet égard, en étroite collaboration avec les départements d'état-major concernés tels que les Départements d'état-major Opérations et Training, Material Ressources et Human Ressources.

Réseau transversal 'bien-être'. ACOS WB doit comporter un pilier 'qualité de vie' à part entière. Ce pilier doit comprendre les éléments psychosociaux et il a sa place à côté de la santé et de la prévention pour le bien-être au travail. Dans ce domaine, un fonctionnement transversal d'ACOS WB est nécessaire. Cela implique, d'une part, qu'ACOS WB participe aux plateformes transversales d'autres départements d'état-major et d'autre part qu'il joue un rôle de coordination pour ce qui est de ses propres plateformes transversales. Les structures de concertation entre la Défense et les différentes organisations sociales (qui dépendent directement de la Défense ou qui offrent une aide sociale de l'extérieur de la Défense) doivent être optimisées. Afin de bien huiler les différents rouages de l'aide sociale et d'accroître la visibilité des organisations concernées, ACOS WB établira un plan avec des propositions de formalisation de ce réseau.

Guichets du bien-être. La Défense créera un système de 'Guichets du bien-être' selon le principe du 'guichet unique' qui doit faciliter l'information immédiate des demandeurs d'aide et leur renvoi aux différentes organisations sociales. Le concept des Guichets du bien-être recouvre les actions qui ont pour but d'accroître l'accessibilité de l'aide sociale : ces 'guichets' doivent veiller à ce que l'aide soit la plus accessible possible à tout membre de la Défense et atteigne de façon optimale les groupes-cibles visés. Pour accomplir sa tâche, chaque Guichet du bien-être doit remplir au minimum une fonction d'information, une fonction de guichet et une fonction d'orientation. Les Guichets du bien-être formeront les chaînons entre tous les domaines de gestion ayant un effet sur le Bien-être des membres du personnel de la Défense. De plus, elles stimuleront aussi l'esprit de communauté et d'ouverture la plus large possible.

Suivi. La Défense n'abandonne pas à leur sort les membres du personnel qui, à la suite d'accidents à l'occasion d'opérations ou d'exercices, ne

sont plus aptes à remplir leur fonction, et garantit via une révision de la loi leur reclassement au sein du département, sauf dans le cas où l'intéressé préfère quitter le département. Dans ce cas, la Défense apportera l'assistance dans la recherche de nouveaux défis professionnels.